

VERS UNE MONNAIE SOCIALE, DU BIEN COMMUN, MONNAIE NATIONALE CITOYENNE COMPLEMENTAIRE (MNCC)

par Pascal TELLIER (ADML63), en collaboration avec Philippe DERUDDER

(projet complet téléchargeable à l'adresse <http://adml63.org/mncc/>)

Monnaies marchandes et monnaies de service

L'économie comporte deux secteurs : les biens, les marchandises, d'une part, les services et les savoirs, d'autre part. Les monnaies internationales comme l'euro et le dollar sont des monnaies marchandes, subordonnées au secteur des biens. Les services sont financés par les retombées fiscales du commerce des biens, ce qui nécessite de la croissance des biens. Sans croissance, ce qui est devenu le cas du monde moderne, ce système ne peut plus fonctionner, l'économie est en panne. La création de monnaies subordonnées aux services, et respectueuses de la nature, et du bien-être, communs, est nécessaire, pour équilibrer les monnaies marchandes et remédier à cet état de fait. Des monnaies locales citoyennes complémentaires (MLCC) existent déjà. L'extension à un niveau national (MNCC) apporterait une solution à la crise socio-environnementale actuelle.

Comparaison des deux systèmes de monnaies

Système de monnaie créée par la dette (Monnaies internationales MI : euro, dollar,)	Système de monnaie nationale sociale, citoyenne, créée sans dette (MNCC).
- National et International.	- National seulement.
- Créées par des Banques privées, commerciales.	- Créée par une Banque nationale citoyenne d'Etat.
- garanti par la Banque centrale.	- garanti par l'Etat.
- cours légal	- cours légal
- création de MI suivant le principe crédit / dette. Contrepartie de création : engagement de remboursement.	- création de MNCC sans dette. Contrepartie de création : réalisation de projet ESSTED*.
- gouvernance : oligarchique, centralisée, pyramidale.	- gouvernance : démocratique, distribuée, circulaire.
- au service prioritaire d'intérêts privés, particuliers. L'intérêt collectif est servi par redistribution fiscale.	- au service de l'intérêt public, commun, financé par la création directe de la monnaie.
- finance, une économie marchande mondialisée, ouverte, libérale, les échanges internationaux.	- finance une économie localisée circulaire.
- fondé sur une monnaie rare et des ressources naturelles infinies.	- fondé sur une monnaie libérée et des ressources naturelles limitées.
- risque de pénurie de monnaie dans l'économie réelle, concrète, et de pollution des ressources naturelles.	- risque d'excès, de surabondance, de monnaie, dans l'économie.
- besoin incontournable de croissance (produire plus, consommer plus)	- favorise la sobriété ; s'adapte à ce que la planète peut soutenir.
- fait dépendre les budgets nationaux des recettes fiscales et du commerce extérieur.	- ne fait pas dépendre les budgets nationaux des recettes fiscales, ni du commerce extérieur.
- recours aux emprunts sur les marchés financiers (dette publique).	- totale autonomie de financement.

* ESSTED = économie sociale et solidaire/transition écologique durable

QUELQUES IDEES FAUSSES, LARGEMENT REPANDUES, ET LA REALITE.

- L'argent (monnaie) est une valeur. Plus on en a plus on est riche. En réalité l'argent est une contre-valeur et pas une valeur. L'argent est devenu une valeur, par convention. En réalité on ne peut, ni manger, ni boire ni s'habiller, ni se loger, avec des pièces et des billets ou un montant inscrit sur un compte bancaire. L'argent est en réalité un certificat de travail et un bon d'échange.
 - L'argent (monnaie) est rare et cher, il n'y en a pas pour tout le monde. C'est comme un gâteau à se partager. Il faut jouer des coudes, se battre pour en avoir. En réalité l'argent est abondant et quasiment gratuit. La monnaie est émise suivant le bon vouloir de ceux qui en ont le privilège.
 - L'argent est neutre et n'intervient pas sur l'économie. En réalité ceux qui ont le pouvoir d'émettre de la monnaie déterminent les orientations économiques qu'ils favorisent en les finançant.
 - La dette publique vient d'un défaut de gestion des Etats. En réalité la dette publique est une dette des intérêts de l'argent emprunté. Elle vient du fait que les Banques privées se sont arrogées, avec la complicité des hommes politiques, le droit d'émettre la monnaie contre intérêt.
 - La crise est arrivée parce qu'il n'y a plus de croissance et trop d'entraves au commerce. En réalité la crise est arrivée parce qu'une classe dirigeante privée a confisqué à son profit les intérêts publics.
 - La politique d'austérité associée à la croissance va nous sortir de la crise. En réalité toute politique d'austérité profite à une minorité de privilégiés qu'elle enrichit encore plus et appauvrit la majorité subalterne déjà pauvre. De plus, il n'y aura plus de croissance dans les pays industrialisés.
 - La mondialisation, est une promesse de prospérité pour les peuples. Le néo-libéralisme est salvateur. En réalité la mondialisation est une mainmise des pays riches sur les pays pauvres. Elle profite à des firmes multinationales et des banques d'affaires et aucunement aux peuples.
- Voir le livre « *Les 10 plus gros mensonges sur l'économie* » de Philippe Derudder et André-Jacques Holbecq (Ed. Souffle d'Or)

AUTRES DONNEES SUR LES MONNAIES

- L'argent-monnaie est destiné à servir l'homme et pas à l'asservir sauf quand son usage est dévoyé, ce qui est souvent le cas des monnaies marchandes (euro, dollar, ...).
- Un Etat devrait pouvoir émettre et contrôler sa monnaie avec l'aide des Banques et pas le contraire.
- L'euro, monnaie commune aux pays de l'Europe est devenue, de fait, une monnaie unique. Mais il n'y a aucun empêchement technique à l'existence d'un autre type de monnaie sur le territoire.
- L'hégémonie de l'euro amène à une marchandisation et une privatisation de tous les secteurs de la société, y compris des secteurs non-marchands comme la gestion de l'eau, de l'air, de la terre, et les services publics (Education, Santé, Transports, Sécurité, Sports,...) qui par définition « ne peuvent rien rapporter financièrement » car ce ne sont pas des valeurs marchandes privées.
- Les Monnaies locales citoyennes complémentaires (MLCC) constituent une démarche de (re)localisation des économies vivrières et des services, dans un cadre éthique de partage et de solidarité. Elles peuvent s'appliquer au financement du Bien commun non-marchand.
- Les MLCC s'inscrivent dans une démarche de transition vers un nouveau modèle de société post carbone et post croissance. Elles jouent un rôle pédagogique notable à propos de l'économie et de la finance, et de l'organisation d'une Société fraternelle durable respectueuse de la planète.
- Il est possible et souhaitable de créer une deuxième monnaie, nationale, citoyenne, complémentaire de l'euro (MNCC). L'Etat n'aurait alors aucun problème pour financer les services publics au service du Bien Commun, et une véritable transition de société.